

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.56966

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

YVON LACAZE

## L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE ET LA CRISE DE MUNICH \*

Munich ... Cinquante deux ans après l'événement, on peut s'interroger à juste titre: tout n'aurait-il donc pas été dit? On serait en droit de le croire, tant le sujet a été abordé. Et pourtant, aussi paradoxale que puisse paraître l'affirmation, l'historiographie française, faute d'avoir pu longtemps recourir à des fonds d'archives français en raison de la loi des 50 ans<sup>1</sup>, a dû se rabattre longtemps sur les publications de documents étrangers – le tome des «Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la seconde guerre mondiale» qui couvre le mois de septembre 1938 n'a paru qu'en 1977 – ou sur les mémoires ô combien suspects de G. Bonnet. Il a fallu attendre les années 70 (et surtout après 1975) pour assister à une floraison de Colloques (Colloque Daladier 1975<sup>2</sup>; Colloques divers sur les relations franco-allemandes ou franco-britanniques<sup>3</sup>; Colloque de 1982 sur la perception de la «puissance» française en 1938–1940<sup>4</sup> – sans compter le Colloque consacré par l'Institut d'Etudes slaves en 1978 à «Munich 1938. Mythes et réalités»<sup>5</sup>) pour obtenir des études basées sur la consultation des documents français, diplomatiques, ou autres. L'histoire de Munich a donc été écrite en France par des personnes qui, de par leurs positions politiques tranchées (Henri Noguères<sup>6</sup>, Jacques Benoist-Méchin<sup>7</sup>) ou leur formation de journalistes (Roger Massip, Jean d'Escola<sup>8</sup>) ne bénéficiaient pas du

\* L'article résume la thèse de Doctorat d'Etat es-Lettres que nous avons soutenue le 12 janvier 1990 devant l'Université de Paris-I: «Les Français face au problème tchécoslovaque de l'Anschluss à la Conférence de Munich (mars-septembre 1938)». Cette thèse (à paraître aux Editions Peter Lang) fait elle-même partie d'une étude plus vaste demeurée inédite, sur «La France et Munich».

1 En vertu de cette loi, ne pouvaient être communiquées que les archives ayant au moins 50 ans d'âge. Ce délai a été ramené à 30 ans depuis 1979.

2 René RÉMOND, Jeanine BOURDIN, Edouard Daladier chef de gouvernement avril 1938–septembre 1939, Presses FNSP 1977; La France et les Français en 1938–1939, Presses FNSP 1978.

3 De l'ancien Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, citons: Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939, Editions CNRS 1975; Français et Britanniques pendant la drôle de guerre, Editions CNRS 1979; La France et l'Allemagne 1932–1936, Editions CNRS 1980. En collaboration avec le Militärgeschichtliche Forschungsamt de Fribourg, le Comité a publié: Deutschland u. Frankreich 1936–1939, München 1981 (Beihefte der FRANCIA, 10). D'organismes autres que le Comité, relevons: Les relations franco-allemandes 1933–1939, publiées en 1976 par le Centre d'Etudes germaniques (LA 108 du CNRS), ainsi que Jean-Marie VALENTIN, Jacques BARIÉTY, Alfred GUTH (Ed.) La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, Nancy 1987.

4 René GIRAULT, Robert FRANK, La puissance en Europe 1938–1940, Publications de la Sorbonne 1984.

5 Revue des Etudes slaves, LII (1979).

6 Munich ou la drôle de paix (29 septembre 1938), Laffont 1963.

7 Histoire de l'armée allemande V. Les épreuves de force 1938, Albin Michel 1965.

8 Il y a 40 ans Munich, Plon, 1978.

recul et de la sérénité nécessaires pour traiter le sujet avec la rigueur de l'historien. De nos jours, Munich suscite toujours les passions: eût-il fallu faire la guerre en septembre 1938? s'interroge le Colonel Le Goyet dans son »Munich un »traquenard«<sup>9</sup> tandis que M. François Paulhac regrette que l'on n'ait pas réédité le processus de Munich en août-septembre 1939<sup>10</sup>.

Comme l'a souligné René Girault lors du Colloque de 1978, les »mythes« autour de Munich ont la vie dure, et l'histoire de la période se transforme souvent en plaidoyer ou en réquisitoire, les événements de 1938 ayant fait l'objet d'une relecture à la lumière de ce qui a suivi. Il ne paraissait donc pas inutile de reconsidérer ce qu'avait été l'opinion publique en 1938, pour parvenir à une vision de cette opinion moins manichéenne que par le passé. Nous en restons toujours en effet, pour ces quelques mois cruciaux, au »Munich 1938«, de Jacques Bouillon et Geneviève Vallette, édité une première fois dans la collection »Kiosque« en 1964, réédité sans le moindre changement chez Armand Colin en 1986, et dont nous ne saurions manifestement nous contenter, et au survol – remarquable au demeurant – effectué par Antoine Marès au Colloque précité de 1978<sup>11</sup>.

\*

Qu'est-ce que *l'opinion publique*? Il s'agit là d'un concept dont on a plus d'une fois nié la réalité objective: ce serait pour Jean Stoetzel un »simple chapitre pour la recherche«<sup>12</sup>. Nous estimons quant à nous devoir nous arrêter à la définition qu'en ont dressée J.B. Duroselle et Pierre Milza, lorsqu'ils y voient un ensemble de »mentalités collectives«, qui concernent un groupe humain d'une certaine importance et manifestent une relative stabilité en s'inscrivant dans le temps long<sup>13</sup>. A défaut des sondages, dont les premiers n'apparaissent précisément qu'après Munich, il nous a fallu nous rabattre sur des vecteurs plus traditionnels de la connaissance de l'opinion. L'homme politique, mais aussi l'homme de la rue, en 1938, lisent le journal, écoutent la radio, se rendent au cinéma, autant de médias qui peuvent les conditionner, tandis que dans leur bureau, le préfet, le commissaire divisionnaire de police s'efforcent de dresser une synthèse de l'ambiance dans leur département. Nous aurions pu effectuer une vaste enquête auprès de milliers de personnes qui auraient connu les événements de 1938, mais l'entreprise eût soulevé bien des problèmes: il eût fallu choisir, selon le terme à la mode, un »panel représentatif« de l'ensemble de la société française, et surtout le témoignage de ces personnes ne risquait-il pas d'être déformé, en raison de l'opprobre jeté depuis cinquante ans sur les accords de Munich?

Quelles ont été nos sources? Pour toute étude de l'opinion publique, les archives essentielles sont constituées par celles du ministère de l'Intérieur. Or, celles-ci

9 Editions France-Empire 1988.

10 Les accords de Munich et les origines de la guerre de 1939, Perrin 1989.

11 La question tchécoslovaque devant l'opinion française en 1938, dans: Munich 1938. Mythes et réalités p. 109-122.

12 Jean STOETZEL, Alain GIRARD, Les sondages d'opinion, PUF 1973, p. 31.

13 Jean-Baptiste DUROSELLE, Opinion, attitude, mentalité, mythe, idéologie: essai de clarification, dans: Relations internationales 2 (novembre 1974) p. 4-5; Pierre MILZA, Opinion publique et opinion étrangère, dans: Opinion publique et politique extérieure, I, 1870-1915, Ecole française de Rome 1981, p. 665-673.

s'avèrent, pour la période qui nous intéresse, fort décevantes: rien (ou presque) pour l'année 1938 dans les séries consacrées à l'Administration générale ou à la police générale et conservées aux Archives nationales (séries F<sup>1c</sup>, F<sup>7</sup>); lors de nos premières investigations, en 1979, la série M des Archives départementales (Administration départementale) n'était que rarement accessible pour des raisons d'ordre matériel. Si les archives de la Préfecture de Police sont en revanche assez riches, elles présentent cependant des lacunes suspectes (tel dossier relatif à l'affaire des Sudètes est à moitié vide). Les archives des partis politiques, au niveau national, sont inexistantes ou ont été détruites, et il faut souvent recourir à la documentation imprimée de ces partis ou aux papiers de leurs dirigeants. Les archives parlementaires, grâce aux procès-verbaux des Commissions des Affaires étrangères, constituent par contre une mine documentaire inépuisable. Parmi les archives de presse conservées aux Archives nationales, le fonds Havas (5AR) nous a paru digne d'intérêt, dans la mesure où il reflète les polémiques soulevées par certaines retransmissions radiodiffusées de déclarations d'hommes d'Etat. Il est difficile de percevoir l'opinion des milieux d'affaires autrement qu'à travers la presse spécialisée: les archives de ces milieux ne sont pas toujours ouvertes et l'on n'a pas toujours la chance, comme Jean-Noël Jeanneney, de rencontrer les carnets personnels d'un François de Wendel<sup>14</sup>. Quant aux archives privées, leur intérêt est très variable: des correspondances personnelles hélas trop rares permettent de mieux cerner les options de tel homme politique.

L'élément essentiel pour la connaissance de l'opinion publique reste en conséquence la presse. Certes, l'influence de la radio en 1938 ne saurait être négligée, mais comment la quantifier à une époque où n'existent pas les sondages, et a fortiori la moindre mesure de l'Audimat? A défaut des bulletins des stations émettrices, qui n'ont pas été conservés, on peut consulter les bulletins de programmes qui permettent de connaître l'état d'esprit des principales associations d'auditeurs face à la crise de Munich. Le cinéma a certainement joué son rôle, mais il serait téméraire de vouloir évaluer son impact: on peut cependant noter une nette tendance, en 1938-1939, à faire succéder aux films pacifistes («La Grande Illusion», «J'accuse») des films qui préparent psychologiquement à la guerre par la glorification de l'armée, de l'Empire et de l'alliance franco-britannique («Trois de Saint-Cyr», «Regards sur l'Empire», «Entente cordiale»). La presse, elle, a l'avantage de suivre au jour le jour l'évolution de rédactions de journaux qui correspondent à des courants précis. Certes, il ne faut pas surestimer l'importance de la presse, s'imaginer que le lecteur adopte les yeux fermés les thèses qui lui sont présentées – à cet égard, le manque de «courriers des lecteurs» est un handicap – mais le journal constitue pour beaucoup de Français en 1938 la seule lecture, la seule ouverture sur l'étranger.

La presse ne suffit pas encore à rendre compte des multiples facettes de l'opinion publique: l'inconscient collectif des peuples véhicule un certain nombre de clichés, de stéréotypes sur l'étranger, et il n'est pas inutile, à travers la production romanesque française ou les contacts littéraires, d'évaluer ce qu'avait pu être la vision de l'Allemagne ou de la Tchécoslovaquie, protagonistes de Munich, pour le Français moyen suffisamment cultivé. Or, les rapports culturels et d'amitié entre la France et

14 Jean-Noël JEANNENEY, François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir 1914-1940, Champion 1976 (3 vol).

la Tchécoslovaquie, que la tradition fait remonter au XIV<sup>e</sup> siècle (mort de Jean de Luxembourg à la bataille de Crécy, 1346), mais qui ne se développent vraiment qu'à partir de la défaite de 1870, à une époque où le nationalisme français blessé se prend d'intérêt pour le monde slave dans une perspective de revanche, concernant une élite restreinte, et la Tchécoslovaquie n'est guère connue du grand public, ou trop souvent identifiée à la seule personnalité d'Edouard Benès, fort controversée dans de larges secteurs de l'opinion française. L'Allemagne par contre, du fait de deux guerres meurtrières, impose sa présence obsédante et entre la France et elle se nouent des relations d'«amour-haine», de moins en moins marquées d'ailleurs par la haine, ainsi que le démontrent les accents résolument pacifistes de la production romanesque française des années trente: les «offensives psychologiques» du Führer en direction de la France<sup>15</sup>, le travail de séduction, de persuasion d'un Abetz, du Comité France-Allemagne y sont assurément pour quelque chose.

\*

Pour commencer, nous aborderons l'étude des réactions des familles politiques françaises face à la crise de Munich.

Depuis la Révolution, il est d'usage de distinguer deux grandes familles: la Droite et la Gauche. A l'intérieur de chaque famille, nous trouvons des sous-familles, ou, pour reprendre la classification de René Rémond, une droite «ultraciste», réactionnaire (ex.: les maurrassiens; la Fédération républicaine de Louis Marin), une droite «orléaniste» (correspondant en gros aux milieux d'affaires: ex.: l'Alliance démocratique de Flandin), enfin une droite «bonapartiste» autoritaire, antiparlementaire (les Ligues; le Parti social français du Colonel de La Rocque; le Parti populaire français de Doriot)<sup>16</sup>; de même nous distinguons des Gauches libérale, démocratique, socialiste. Pour évoquer l'attitude de la Droite face à la crise de Munich, nous adopterons la classification de Charles Micaud (auteur d'un «The French Right and Nazi Germany», paru durant la seconde guerre mondiale): un nationalisme «résigné» (à l'abandon de l'Europe centrale); un nationalisme «conditionnel» (soucieux d'endiguer l'expansionnisme germanique sans vouloir en payer le prix par l'alliance avec Moscou); enfin une droite traditionaliste «résistante», germanophobe dans la lignée de Barrès<sup>17</sup>.

Au lendemain de l'Anschluss, il est évident que la première victime de l'expansionnisme hitlérien sera la Tchécoslovaquie. Or, la France est liée à cette dernière par deux traités d'alliance signés respectivement en janvier 1924 et le 16 octobre 1925. L'argumentaire des adversaires de toute intervention en faveur de Prague est particulièrement structuré dans la Droite maurrassienne: si nous suivons les articles de Maurras, de Léon Daudet et de Delebecque dans l'«Action française», il nous faut constater qu'ils avancent d'abord un argument d'ordre *stratégique* (impossibilité de l'opération de secours), mais qui masque un refus d'ordre *idéologique*: le procès de

15 Wilhelm von SCHRAMM, Sprich von Frieden, wenn du den Krieg willst. Die psychologischen Offensiven Hitlers gegen die Franzosen 1933 bis 1939, Mainz 1973.

16 René RÉMOND, La Droite en France de la première Restauration à la V<sup>e</sup> République, 3<sup>e</sup> éd, I, 1815-1940, Aubier-Montaigne 1968; Les Droites en France, Aubier-Montaigne 1982.

17 Charles A. MICAUD, The french Right and Nazi Germany 1933-1939. A Study of Public Opinion, Durham (USA) 1943. Edition française: La Droite devant l'Allemagne, Calmann-Lévy 1945.

l'Etat tchécoslovaque est en effet vite entamé. On lui reproche pêle-mêle d'être une création artificielle édifiée sur les ruines de l'Empire austro-hongrois, d'être une œuvre des francs-maçons, dominée par les Juifs et à la solde des Soviets. Cette animosité va de pair avec le refus quasi général que la Droite oppose à l'expérience d'union nationale de Léon Blum: refus qui s'explique par le souci de ce dernier d'associer le parti communiste à l'entreprise. Refus qui concorde enfin – toujours pour l'ensemble de la Droite – avec celui de soutenir par les armes la République espagnole. Toutefois, si l'«Action française» et les revues qui se trouvent dans son sillage, comme la «Revue hebdomadaire», rejettent l'idée de se battre pour la Tchécoslovaquie par haine de cette dernière, les partis de Droite y répugnent non par hostilité envers Prague, mais par méfiance à l'égard du Front populaire. Ils ne manifestent aucune animosité contre l'Etat fondé par Masaryk, et peuvent même nourrir pour lui une certaine amitié, ainsi qu'il apparaîtra au mois de juillet dans les reportages suscités par le Congrès des Sokols réuni à Prague.

Dernière étape du refus de se battre: l'argument *juridique*. Il sera brandi au mois d'avril dans une «Tribune libre» du «Temps»<sup>18</sup> rédigée par Joseph Barthélemy, professeur à la Faculté de Droit et futur Garde des Sceaux de Vichy: considérant que le pacte de la SDN n'existe plus, du fait de sa violation par l'Italie lors de l'affaire éthiopienne, il estime que son «accessoire», le traité franco-tchécoslovaque du 25 janvier 1924, est devenu caduc; de même la «mort» du pacte de Locarno, en raison de la violation par l'Allemagne de la zone démilitarisée en mars 1936, entraîne la «mort» de son «accessoire», le traité franco-tchèque du même jour. Ainsi, dès la fin de l'hiver et le début du printemps 1938, se trouve mis en place tout l'argumentaire des adversaires de l'intervention. A cela, la Gauche et la Droite modérée (représentée notamment par des organes comme le «Temps», le «Figaro», le «Petit Parisien») et surtout la Droite «résistante» – qui s'exprime par des individualités telles qu'Henri de Kérillis («Epoque»), Emile Buré («Ordre»), Tardieu («Gringoire»), Pertinax («Europe nouvelle»), opposent un souci de fidélité aux engagements pris envers Prague, en mettant l'accent sur les atouts de la Tchécoslovaquie, en minimisant ses faiblesses, en brandissant aussi bien l'argument *moral* (aider une démocratie alliée de la France) que l'argument *stratégique* (la sauvegarde de Prague conditionne celle de la France).

Il est notoire que les engagements en matière de politique extérieure dépendent beaucoup des positions en politique intérieure de chaque individu. Mais on ne se détermine pas toujours sur le problème tchécoslovaque en fonction de ses propres sentiments envers le Front populaire: songeons à un Kérillis, à un Louis Marin, dont l'hostilité à ce dernier ne signifie pas désintérêt pour la Tchécoslovaquie. Il faut dès lors replacer la question tchécoslovaque dans son contexte international, car les attirances ou les répulsions de l'opinion française pour tel ou tel grand pays européen pèsent en fin de compte sur son attitude dans la crise de Munich. Si l'Italie est devenue plus que jamais la bête noire de la Gauche depuis l'affaire éthiopienne, car pour la SFIO et le PC, fascisme égale guerre, de nombreuses familles de la Droite, en dépit de l'engagement italien en Espagne, en dépit aussi de l'adhésion de Rome au pacte antikomintern, cultivent longtemps l'espoir de voir Rome se détacher d'une

18 «Conscience angoissée» («Tribune libre», 12 avril).

Allemagne rendue trop puissante par l'Anschluss, aider les Franco-Britanniques à protéger l'Etat tchécoslovaque: espoir nourri notamment par Kérillis. Mais l'inaction italienne peut également servir de prétexte à certains pour justifier leur propre inaction. Quant à la Grande-Bretagne, son image a changé depuis 1935: à l'époque, la Droite extrême (songeons au »Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage?« de Béraud) n'avait pas de mots trop durs pour flétrir une nation qui contestait à l'Italie mussolinienne sa place au soleil colonial. En 1938, l'Angleterre de Neville Chamberlain, de l'Appasement, est rentrée en grâce auprès de cette Droite nationaliste; ses faits et gestes sont suivis avec bienveillance par une Droite modérée qui la donne volontiers en exemple au gouvernement français. Si elle irrite la Gauche socialiste dans la mesure où Londres s'est engagé dans une négociation avec l'Italie sans manifester suffisamment de fermeté sur le chapitre espagnol, la Grande-Bretagne rentre assez vite en faveur auprès de Blum, en raison de la fermeté dont on la crédite lors de la crise germano-tchèque de mai 1938. Seul, le PCF fait bande à part, en manifestant une hargne croissante contre la personne de Chamberlain. L'URSS, il va sans dire, est la mal aimée de la Droite dans son ensemble – les procès de Moscou de mars 1938 n'arrangent pas les choses – même si le »Petit Parisien« soutient le traité franco-soviétique, même si le »Temps« ne lui est pas hostile, bien que sceptique quant à sa valeur. Au »Figaro«, un Wladimir d'Ormesson, qui figure parmi les plus modérés, n'affirme-t-il pas que »c'est parce qu'il est impossible de fonder une politique sur l'incohérence empoisonnée que la France, vis-à-vis des Soviets, doit se tenir dans une réserve absolue?« (3 mars). Le souhait de tenir l'URSS à l'écart est fort répandu à droite: Flandin prônera au lendemain de la crise de mai un »concert européen« qui engloberait le Reich et l'Italie, mais non l'Union soviétique.

Brossons aussi rapidement que possible les réactions des différentes familles de la Droite et de la Gauche aux événements qui ponctuent la période mars-septembre 1938. Fermeté de la Gauche et de la Droite modérée lors de la crise de mai; réactions diverses de la Droite à la mission Runciman, de l'adhésion de la Droite modérée à l'hostilité ouverte d'un Louis Marin et de la Droite »résistante«, tandis qu'à Gauche, Blum approuve une initiative que le PC dénonce. La période de crise aiguë qui s'ouvre avec le Congrès de Nuremberg, le 5 septembre, verra se déclencher un mécanisme qui conduira aux idées de fédéralisation, de neutralisation de la Tchécoslovaquie au sein de la Droite extrême, qui relance le procès de la mosaïque tchécoslovaque dans les termes déjà utilisés au printemps – mais à ce procès, ne l'oublions pas, participe aussi l'»Œuvre« radicale-socialiste, tandis que la »République«, autre organe radical-socialiste, envisage le 6 septembre l'hypothèse d'une séparation des deux »races«, l'allemande et la tchèque, et ce avant le célèbre article du »Times« du lendemain qui s'exprime dans le même sens. L'entrevue de Berchtesgaden provoque un soulagement quasi-général (sauf dans la Droite »résistante« et à l'»Humanité«). Le 17 septembre, à la veille d'une conférence franco-britannique, la Droite modérée s'aligne sur les organes de la Droite nationaliste, pour marquer le caractère artificiel de la Tchécoslovaquie (»Figaro«), prôner une sécession des Sudètes (»Petit Parisien«) ou un règlement général européen qui dépasserait l'affaire tchécoslovaque (Le »Temps«) – évolution à laquelle ont pu contribuer le défaitisme militant de Flandin, ses démarches auprès de Daladier pour lui contester le droit de décréter la mobilisation générale en l'absence de Chambres en congé, sa lettre à

Chamberlain du 14 septembre où il se pose en chef de l'opposition à toute issue guerrière. La décision prise par Français et Anglais dans la nuit du 18 au 19 de sommer Prague d'abandonner au III<sup>e</sup> Reich les districts peuplés de plus de 50% de germanophones préserve pour l'immense majorité de la Droite l'essentiel, à savoir l'entente franco-britannique; la Droite extrême, elle, relance les attaques contre la politique passée de la France, à travers les critiques lancées à Prague; la Gauche, elle, malgré son indignation, ne saura pas s'unir: la Délégation des Gauches, le 21 septembre, n'aboutira pas à un texte commun, du fait des réticences radicales-socialistes. La date du 19 septembre est capitale: le sort de la Tchécoslovaquie est alors considéré comme scellé, et les événements qui suivront ne feront que renforcer cette thèse.

En effet, la surenchère manifestée par Hitler lors du second voyage de Chamberlain, à Godesberg (Il exige une occupation *immédiate* des territoires cédés, n'envisage plus qu'un rôle réduit pour la Commission internationale, réclame un plébiscite dans une zone où subsistent d'importantes communautés tchèques) semble avoir échappé aux organes des Droites modérée et nationaliste: ce qui est en jeu à Godesberg n'est pour elles qu'une simple question de procédure, d'application de décisions déjà prises, et au concert de l'extrême Droite contre le «parti de la guerre» se joint un homme aussi peu suspect de sympathie pour l'Allemagne que Louis Marin. Le parti radical, lui, se satisfera de l'assurance fournie par Daladier le 23 septembre qu'il n'écarte pas l'hypothèse d'une convocation des Chambres; quant à Blum, en désespoir de cause, il sollicite l'arbitrage de Roosevelt. Dans les derniers jours qui précèdent Munich, un vaste courant pacifiste se manifestera sous une double forme: celle d'un pacifisme de gauche qui culmine le 26 avec un appel à négocier du Syndicat national des instituteurs; celle d'un pacifisme de Droite, avec les 27 et 28, les démarches de la minorité parlementaire auprès de Daladier et de Bonnet. L'angoisse accumulée se dissipe avec l'annonce de l'invitation à la Conférence de Munich, y compris chez Blum, qui escompte un accord «honorable et équitable», et chez Gabriel Péri, partisan d'une solidarité des puissances pacifiques. Une fois connues, les stipulations entraînent l'adhésion de la Droite modérée: la joie populaire née de la signature des accords n'est-elle pas le meilleur des «plébiscites»? La Droite nationaliste, elle, parle d'une «victoire sur le parti de la guerre» ou chez Maurras, d'une «défaite nécessaire». La Droite «résistante», il va sans dire, tient un tout autre langage, fustige le fléchissement moral de la nation. A Gauche, la division est totale: la presse radicale-socialiste se réfère à Briand et lance un référendum pour approuver Munich («l'Œuvre») quand elle ne réclame pas des comptes aux «bellicistes» (la «République»); Blum, lui, se réjouit que la paix ait été préservée, mais son bonheur est entaché par l'inquiétude qu'il nourrit pour le sort de Prague et le pacte franco-soviétique; Péri enfin tonne contre un «Sedan diplomatique» dont il redoute la réédition en Espagne.

Peut-on dresser un bilan de l'opinion des partis face à la crise de Munich?

La Droite est pacifiste dans sa grande majorité. Mais ce pacifisme revêt diverses formes: on est pacifiste par idéologie antirépublicaine chez les maurrassiens, qui refusent de se battre sous les auspices d'une République honnie (la République française) en faveur d'une autre République non moins honnie (la Tchécoslovaquie). On peut être pacifiste, comme Doriot, par conviction d'une nécessaire «conversation» avec le Reich dans le cadre d'une entente des quatre puissances qui figureront à

Munich; on peut l'être enfin parce que l'on croit à l'infériorité militaire et économique de la France par rapport au III<sup>e</sup> Reich, et qu'il importe que la France se replie sur son Empire dont elle tire ses forces vives (Alliance démocratique de Flandin). Certains organes de presse, comme le »Temps«, se piquent de »réalisme«, mais croient à la »sincérité« du Führer qui, ancien combattant, ne saurait faire courir au monde le risque d'une nouvelle apocalypse; d'autres, comme le »Figaro«, estiment que Munich est »une victoire de la force morale«, etc. Mais surtout, ce pacifisme se teinte d'anticommunisme: à Droite, le PCF n'est pas envisagé autrement que comme le parti de la guerre<sup>19</sup>.

La Gauche est fort divisée. Le parti radical-socialiste, partie prenante du Front populaire, a connu une dérive »droitière« avec de nombreux sénateurs, une vingtaine de députés (Malvy, Bonnet, Mistler, G. Potut, Gaston Riou, Lamoureux) et l'activisme anticommuniste des »Jeunesses radicales« de Marcel Sableau. Daladier, partisan d'une position »centriste«, verra dans Munich une »victoire humaine«, à mi-chemin entre les solutions extrêmes d'une intervention armée et d'une capitulation pure et simple. Lors du Congrès de Marseille (octobre 1938), la Droite radicale l'emporte (cf. les allusions du rapporteur général Aimé Berthod aux »intérêts vitaux« de la France, qui se situent exclusivement dans l'Empire, ou la justification par G. Bonnet de la politique suivie), malgré les péroraisons verbeuses d'Herriot et les protestations d'A. Bayet, P. Cot et de parlementaires moins connus. A cet égard, la rupture du Front populaire, voulue par les radicaux, en repréailles contre l'attitude des communistes, n'a pu que précipiter cette évolution. La SFIO, elle, de par sa longue tradition pacifiste, a du mal à se reconverter à la nécessité de la Défense nationale; elle s'y est résolue en 1936 (sans exclure pour autant, avec des rencontres Blum-Schacht en août 1936 et mai 1937, la possibilité d'un rapprochement franco-allemand); en mars 1938, cette illusion a disparu, et Blum et son ministre des Affaires étrangères Paul-Boncour renouvellent sans état d'âme leurs engagements envers Prague. Mais il subsiste au sein du parti, à côté d'un courant représenté par Zyromski, partisan d'une union des états démocratiques et de l'URSS contre les états fascistes, un autre avec Paul Faure, secrétaire général, partisan de la paix à tout prix, sans compter la tendance »prolétarienne« de Marceau Pivert, qui refuse de participer à une lutte entre impérialismes antagonistes; Blum doit tenir compte de cette diversité. Le PCF, lui, reste monolithique dans sa résistance à Hitler, mais l'on ne saurait oublier qu'il est en cela en plein accord avec les instructions de la III<sup>e</sup> Internationale, et il prête au soupçon de vouloir la guerre pour satisfaire le projet de Staline de provoquer un conflit entre puissances »capitalistes« et III<sup>e</sup> Reich, afin d'assurer la domination mondiale du communisme. Ce que l'on entend enfin par »pacifisme de gauche« recouvre une nébuleuse d'associations (Comité de vigilance des intellectuels antifascistes), de syndicats (Syndicat national des instituteurs; tendance de René Belin à la CGT), de journaux (»Canard enchaîné«), de partis (parti frontiste de Gaston Bergery), de personnalités telles que le philosophe Alain ou le romancier Giono, etc.

19 Serge BERSTEIN, Jean-Jacques BECKER, Histoire de l'anticommunisme en France, Orban 1987.

Le monde politique n'est pas tout, et ce que l'on désigne de nos jours du terme de « société civile » mérite que l'on s'y arrête, qu'il s'agisse de grandes familles spirituelles (catholiques, franc-maçons) ou de groupes socio-professionnels (paysans, anciens combattants, milieux d'affaires, parlementaires). Le monde catholique est très divisé, entre l'adhésion à Munich de la Fédération nationale catholique du général de Castelnau et de la « Jeune République » de Marc Sangnier, le soulagement mitigé de la « Croix » d'une part, les protestations d'autre part d'un Bidault dans l'« Aube » ou de Mounier dans la revue « Esprit ». La franc-maçonnerie n'a pas en tant que telle de position spécifique: le Grand Orient, imprégné de l'hostilité de la Gauche pour le fascisme, n'en félicite pas moins Roosevelt d'avoir contribué à la signature de Munich; la Grande Loge, qui se livre à des considérations spiritualistes lors de son convent de septembre 1938, recommande chaudement le patriotisme au lendemain de Munich. Le pacifisme se rencontre aussi dans le monde paysan, dont les organisations dominantes rejettent une guerre qui ne serait pas « juste », car le territoire français n'est pas menacé. Dans le monde des anciens combattants, l'Union fédérale de Pichot se réjouit de Munich, mais son ancien président René Cassin se montre plus sévère. Quant aux milieux d'affaires, ils se départagent entre un patronat « résistant » constitué essentiellement d'industriels lorrains qui ont des intérêts en Tchécoslovaquie (Wendel, Schneider, etc.) et un patronat réticent devant une reconversion massive de ses usines pour une économie de guerre (Renault), sans compter tout un réseau bancaire (Banque Lazard, Banque de l'Indochine) proche de Bonnet, et l'équipe des « Nouveaux Cahiers », où Auguste Detœuf, président d'Alsthom, prône sans vergogne la reconsidération des engagements de la France en Europe centrale.

\*

Au-delà des clivages politiques et socio-professionnels, il n'est pas sans intérêt de s'interroger sur l'attitude des Français face à des questions fondamentales:

1 – La Tchécoslovaquie constitue-t-elle vraiment, aux yeux de l'opinion, cette démocratie idéale que la France serait *moralement* tenue de soutenir en 1938, pour rester fidèle à ses principes de champion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? N'est-elle pas en fait, comme l'ancienne Autriche-Hongrie, un salmigondis de nationalités diverses, arbitrairement réunies par les vainqueurs de 1918? A cet égard, les doutes émis lors des débats de ratification des traités de paix quant à leur bien-fondé dans les milieux les plus divers – les traités se voient reprocher de faire éclater l'Empire austro-hongrois et de ménager par contre l'unité allemande (à droite) ou tout au contraire de trop maltraiter l'Allemagne de Weimar (à gauche), tandis que des hommes de Droite et de Gauche s'unissent pour condamner les conditions du dépeçage de la Hongrie – préfigurent les réticences manifestées vingt ans plus tard devant l'éventualité d'une guerre. Le discrédit dans lequel sont tombés en 1938 les traités de paix et la SDN (« l'exécrable traité » de Versailles de Louis Marin; la « métaphysique collective » dénoncée par le « Temps », etc.) ne signifie pas nécessairement un refus de se battre pour la Tchécoslovaquie. Il n'empêche que ce discrédit porte préjudice à la cause de Prague.

2 – La France est-elle tenue *juridiquement* par les traités d'alliance franco-tchèques de 1924 et 1925 de porter une aide militaire à Prague en 1938, ou doit-elle se

contenter des mécanismes inefficaces de Genève? Il faut noter qu'aucune convention militaire n'est venue compléter les traités, et que la doctrine du Quai d'Orsay est fort précautionneuse en matière de déclenchement de l'assistance: on peut épiloguer longuement sur la notion de recours à la force non provoqué, accompagné d'un manquement au traité d'arbitrage germano-tchèque du 16 octobre 1925, condition nécessaire pour ce déclenchement. Un soulèvement interne de la minorité sudète appuyé de l'extérieur par l'Allemagne n'est pas nécessairement considéré comme un motif d'intervention française par le Quai d'Orsay. Bien plus, certains, comme J. Barthélemy – nous l'avons dit – déduisent la «mort» des traités franco-tchèques de celle du pacte genevois ou du pacte général de Locarno. Il est paradoxal de constater comment des personnalités telles qu'Anatole de Monzie, peu disposées généralement à la bienveillance envers Genève, donnent la priorité au pacte genevois sur les traités franco-tchèques dans l'espoir que la France n'aura pas à se battre (des sanctions économiques suffiraient).

3 – Face à l'expansionnisme hitlérien, un choix s'impose: faut-il ou non sacrifier la Tchécoslovaquie pour préserver l'Empire colonial? La doctrine du «repli impérial» n'est-elle qu'un slogan de politique intérieure, comme l'estime le Professeur Ageron<sup>20</sup>, ou revêtirait-elle une portée internationale, par l'encouragement qu'elle pourrait donner aux ambitions du III<sup>e</sup> Reich? Certes, les articles relatifs à l'Empire fleurissent dans la presse au printemps et à l'été 38; mais le raisonnement aux termes duquel les Français devraient renoncer à leurs engagements en Europe centrale pour se consacrer à la seule tâche de défense et de mise en valeur de l'Empire ne se rencontre guère qu'à l'Alliance démocratique de Pierre Etienne Flandin. Pour celui-ci, la politique française «doit devenir plus impériale qu'européenne» (février 1938), et mieux vaut que les visées du Reich s'orientent vers une sujétion économique de l'Est européen que vers les colonies françaises (juillet)<sup>21</sup>: autant d'articles qui suscitent de violentes controverses de presse. Il faudra attendre après Munich pour que, dans la perspective de «la plus grande France», l'Empire devienne un «mythe de compensation» qui permette d'effacer l'humiliation subie et exclue pour de larges fractions de l'opinion (songeons à Pierre Dominique dans la «République», fortement attaché à la préservation de l'ensemble colonial français) toute intervention de la France en Europe centrale et orientale.

\*

Que dirons-nous pour conclure? Il est temps tout d'abord de ne plus accorder systématiquement au terme de *munichois* une connotation péjorative: on peut être munichois *d'occasion* – des bellicistes reculent à la dernière heure devant l'éventualité d'un conflit – munichois *d'attente* – c'est le cas de Daladier, pour qui il importe de gagner du temps, de rétablir l'équilibre des forces par un réarmement intensif – et enfin *de conviction*. On peut être munichois au lendemain de Munich et antimunichois quinze jours plus tard (comme le prouverait le sondage de l'IFOP qui recense 37% d'opposants). Être munichois ou antimunichois, c'est plus qu'une appartenance

20 Charles-Robert AGERON, A propos d'une prétendue politique de «repli impérial» dans la France des années 1938–1939, dans: *Revue d'histoire maghrébine* XII (1978) P. 225–37.

21 Raymond RECOULY, Une visite au président Flandin, dans: *Petit Parisien* 29 juillet; *Revue de France* IV (juillet–août 1938) p. 289–296.

à tel ou tel courant politique, l'affaire d'une appréciation, d'une décision personnelle: pourquoi Kérillis se détache-t-il de sa famille politique tout au long de la crise?

Dans un monde que la France connaît mal, dans un environnement international dont elle a une vision gallocentrique, face à une Allemagne hitlérienne dont elle méconnaît la spécificité, du fait de l'absence d'un cadre d'interprétation nécessaire à l'appréhension de ce phénomène nouveau que constitue le totalitarisme<sup>22</sup>, beaucoup de Français ont une perception négative de la «puissance» de leur pays<sup>23</sup> et relèvent les handicaps accumulés par le Front populaire. On craint pour l'avenir: l'illusion de la possibilité d'un apaisement né de Munich ne durera pas. Et pourtant, Munich sera rarement mis en cause; au lendemain du 15 mars 1939, la plupart des parlementaires ne condamneront pas l'accord qu'ils avaient ratifié le 4 octobre précédent, mais la violation de cet accord par le III<sup>e</sup> Reich, qui déroge à la doctrine raciale de «Mein Kampf». Le profond pacifisme de l'opinion, dû au traumatisme de 1914-1918 – songeons aux allusions d'Alfred Sauvy à «l'athlète» éprouvé par la Première Guerre mondiale, au «poids de Verdun, de la Somme et d'autres hécatombes» qui se fait sentir en 1938<sup>24</sup> – explique en grande partie les réactions à la crise de Munich – pacifisme que l'on ne saurait cependant assimiler à un quelconque défaitisme. Il ne faut pas enfin oublier le double aveuglement d'une Droite anticommuniste, qui perçoit mal la priorité du danger nazi sur le danger bolchevique, et d'une Gauche qui privilégie un danger intérieur imaginaire. On ne saurait mieux conclure que sur la définition de Munich par Michel Winock: «Une rencontre de peurs différentes, voire contraires ... additionnées dans une même capitulation<sup>25</sup>.»

22 Jean-François REVEL, *Comment les démocraties finissent*, Grasset 1983, p. 204-205.

23 Se reporter à des communications de Pascal ORY et Serge BERSTEIN, dans: GIRAULT, FRANK (voir note 5), et à des communications de Pascal ORY, Antoine MARÈS et Christine SELLIN, dans: *Relations internationales* 33 (printemps 1983).

24 Alfred SAUVY, *De Paul Reynaud à Charles de Gaulle. Scènes, tableaux et souvenirs*, Casterman 1972, p. 69.

25 *L'esprit de Munich*, dans: *L'Histoire* 58 (juillet-août 1983), p. 77.